

Séminaire Politique culturelle et enjeux urbains
Cycle 2010-2011, dernière séance (12 mai 2011) :
Héritages encombrants et patrimonialisation.

Exposé n°1 : « Effacer les traces de la pauvreté pour construire la petite ville patrimoniale et touristique à Lalibela (Ethiopie) ».

Intervenante : Marie Bridonneau, ATER à l'université de Provence, doctorante à l'université Paris X.

Introduction.

-Contexte : le patrimoine, le tourisme, la ville.

Lalibela est une petite ville de 15 000 habitants située dans le nord de l'Ethiopie. Elle est considérée par le gouvernement éthiopien comme « à développer pour le tourisme ». En effet, elle possède onze églises classées au Patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO en 1978. Il s'agit de véritables chefs d'œuvres architecturaux, témoignages de la chrétienté en Ethiopie. Creusées dans la roche, ces églises constituent un vestige médiéval important. Elles sont un lieu de pèlerinage pour les orthodoxes éthiopiens. A la Noël orthodoxe, des milliers de pèlerins y convergent de tout le pays.

Depuis l'ouverture de l'Ethiopie, le site est protégé. En 1990, des toits sont posés sur les églises afin de les protéger de l'érosion. La réalisation a été financée par l'Union européenne. Cette protection a été menée car ces églises font de Lalibela une zone touristique importante pour le pays. Elle accueille environ 20 à 30 000 touristes par an. Pour ce faire, le nombre d'hôtel a été multiplié par vingt entre 1985 et 2011, passant d'un seul établissement à une vingtaine aujourd'hui. De même, une gare et un aéroport ont été créés pour permettre cet afflux de personnes. On a ainsi le développement d'une infrastructure urbaine, qui offre l'occasion à Lalibela de devenir une vraie ville, en constituant un espace urbain impulsé essentiellement par le développement du tourisme. De ce fait, la réforme des villes menée en Ethiopie pendant l'année 2003 a officiellement reconnu Lalibela comme ville.

Mais la ville de Lalibela se caractérise par la présence d'une très grande pauvreté. L'Ethiopie est en effet l'un des pays les plus pauvres de la planète, qui cumule tous les indices de mauvais développement. De plus, à une échelle interne, Lalibela est située dans l'Amhara, l'une des régions les moins développées d'Ethiopie. Ainsi, le Power Point de l'intervenante présente une photographie du marché de Lalibela¹. On observe que seuls des sacs de céréales de l'aide américaine sont proposés à la vente, témoignant d'un manque de surplus agricoles locaux à commercialiser. Cette situation fait de la ville une cible assez parfaite pour les programmes internationaux de développement soutenable du tourisme visant à réduire la pauvreté.

-problématique.

Le marquage de l'espace fait l'objet de soins particuliers dans ce site urbain d'intérêt patrimonial et touristique. Mais il est également un moyen de s'appropriier l'espace, et ce à des fins particulières. Ces dernières amènent par conséquent à des effacements de certaines traces, celles qui incarnent la pauvreté.

Comment se fait ce marquage de l'espace, notamment par l'effacement de ces traces de la pauvreté, dans la perspective de construction d'une ville patrimoniale et touristique ?

¹ Cf. PowerPoint de l'intervenante, diapositive n°8.

-plan :

- I) Ce processus d'effacement des traces de la pauvreté participe d'un nouveau marquage de l'espace.
- II) Ce dernier correspond à des logiques économiques et politiques.
- III) Il semble contribuer à la construction d'une petite ville, certes patrimoniale et touristique, mais aussi parcourue par des lignes de fractures.

I) Un nouveau marquage de l'espace à Lalibela : patrimonialisation et démolition.

A- Définir un périmètre patrimonialisé...

Dès le classement de la zone par l'UNESCO en 1978, les églises ne furent pas les seules à être concernées, mais également les habitations à proximité. Le texte de l'UNESCO est à cet égard des plus clairs :

« Au cœur de l'Éthiopie, dans une région montagneuse, les onze églises monolithiques médiévales de cette « nouvelle Jérusalem » du XIII^e siècle ont été creusées et taillées à même le roc **près d'un village traditionnel aux maisons rondes**. Lalibela est un haut lieu du christianisme éthiopien, lieu de pèlerinage et de dévotion ».²

« Les églises rupestres de Lalibela sont des exemples remarquables d'une longue tradition architecturale et éthiopienne. Tout le centre et le nord du pays conservent des églises monolithiques de ce type. Certaines des plus anciennes se trouvent à Tigray, où elles dateraient du VI^e ou du VIII^e siècle. Le roi Lalibela les aurait fait aménager pour créer un lieu sacré et symbolique, qui fut en mesure d'influencer profondément les croyances religieuses éthiopiennes.

Les onze églises rupestres de cette « nouvelle Jérusalem » du XIII^e siècle se trouvent dans une région montagneuse située au cœur de l'Éthiopie, près d'un village traditionnel formé de maisons circulaires. Lalibela est un centre majeur du christianisme éthiopien, et demeure aujourd'hui un lieu de pèlerinage et de dévotion. Le village se trouve à quelque 2 800 m d'altitude, dans les montagnes éthiopiennes. Il est entouré par une zone rocheuse et désertique. C'est là qu'au cours du XIII^e siècle des chrétiens dévots entreprirent de creuser 13 églises dans la roche volcanique rouge. Quatre d'entre elles sont des structures indépendantes, qui ne sont rattachées à la roche que par leur base. Les 9 autres sont soit demi-détachées, soit entièrement rupestres, avec seulement leur façade sculptée dans la roche. »³

Le village traditionnel autour des églises doit donc également être sauvegardé. Pour véhiculer au mieux cette image de village traditionnel, l'UNESCO prône l'adoption d'un plan de gestion du site, découpé entre l'espace concerné et une zone tampon en son sein. Tous deux doivent faire l'objet d'une protection globale. La mise en place d'un *workshop* est ainsi envisagée.

Néanmoins, il n'est pas encore effectif à Lalibela, dans la mesure où les différents acteurs appelés à y participer ne sont pas d'accord sur la délimitation de la zone tampon. Un *Master plan* existe pourtant déjà, mais des blancs et des flous sur les délimitations sont visibles.

² Source : <http://whc.unesco.org/fr/list/18/>, utilisé par l'intervenante dans son Power Point. Les passages en gras correspondent à ceux qu'elle avait elle-même entourés. Cf. PowerPoint de l'intervenante, diapositive n°12.

³ Source : <http://whc.unesco.org/fr/list/18/>, utilisé par l'intervenante dans son Power Point. Les passages en gras correspondent à ceux qu'elle avait elle-même entourés. Cf. PowerPoint de l'intervenante, diapositive n°12.

B- ... et démolir à l'intérieur de ce périmètre.

L'espace délimité pour faire partie du site proprement dit sera l'objet de destructions. Celles-ci ont déjà commencé, avec un plan de déplacement des habitants. Certains ont effectivement dû déménager, et leurs habitations ont été détruites.

Cette première vague de destructions s'est opérée au cours de l'année 2010. Elles ont été entreprises par la ville, mais sous la pression des autorités régionales et fédérales. Ne sont conservés que les habitats considérés comme traditionnels, à savoir les maisons rondes à toit de chaume, les *toukoums*⁴. Les autres habitations ont été rasées, de même que les parties récentes ajoutées à ces *toukoums* par leurs propriétaires. Ces derniers ont dû détruire eux-mêmes leurs maisons et en conserver les gravats pour la reconstruire sur des parcelles accordées par les autorités, souvent en périphérie de Lalibela.

Une seule vague de destructions a effectivement eu lieu, car, depuis, la Banque mondiale est associée au projet de protection. Or, si elle ne remet pas en cause les destructions, elle souhaite néanmoins accompagner les populations dans leur processus de réinstallation.

Les habitations conservées, quant à elles, le sont sans leurs habitants, car elles sont destinées à d'autres usages.

C- Un nouveau marquage de l'espace.

Les traces de la pauvreté sont effacées aux abords des églises, dans une volonté de la cacher aux touristes. L'effet d'image explique cette politique. Les habitants pauvres sont expulsés, leurs maisons rasées, ce qui met fin à un mode de vie aux abords des églises jugé néfaste au développement du tourisme.

De même, les mendiants qui se trouvent aux abords des églises en Ethiopie ont été chassés de celles de Lalibela par une action conjointe des autorités ecclésiastiques et municipales. Ils ont été regroupés dans un camp de mendiants. Les enfants n'ont également plus le droit de suivre les touristes pour leur demander de l'argent.

Dans cette perspective de nouveau marquage qui efface la pauvreté, de nouvelles barrières physiques se font jour, avec des clôtures et des gardiens limitant l'accès de certaines zones de la ville : les habitants ont le droit de traverser ces espaces, mais pas d'y rester. Ils sont fermés la nuit. En parallèle s'observe un nettoyage des espaces concernés par la protection, et une tentative de verdissement.

Quant à l'usage de l'espace, il se modifie également. Les maisons rondes demeurées sans habitants serviront à abriter des expositions, des magasins de souvenirs. Elles seront surtout incluses dans des parcours de découverte proposés aux touristes. L'objectif premier est donc de les montrer, d'en faire une attraction touristique.

II) **Effacer les traces de la pauvreté : logiques économiques et politiques.**

A- Projet patrimonial, projet touristique et projet urbain : l'argumentaire de la démolition.

Le gouvernement éthiopien met systématiquement en avant la logique de patrimonialisation. Celle-ci convient à l'UNESCO, qui déplore les destructions, mais considère la protection des églises comme légitime. Le point original est l'acceptation des populations, qui, si elles éprouvent très douloureusement le départ de leurs habitations, le considèrent comme une sorte de mal nécessaire. La douleur des expulsions s'explique par la relation très fusionnelle que les habitants entretiennent avec leurs lieux de culte. Mais cette fusion justifie paradoxalement l'acceptation de

⁴ Cf. Photographies utilisées par l'intervenante dans son PowerPoint, diapositives n°16-18.

leur déménagement forcé : ils considèrent que si leur départ peut contribuer à protéger ces églises, leurs espaces de culte seront maintenus en bon état.

Le deuxième argument pour justifier la destruction concerne la nécessaire attractivité que doit gagner la ville, afin d'attirer un maximum de touristes. Cela suppose de réorganiser l'espace urbain, afin de donner une image plus positive aux visiteurs, et de leur proposer d'avantage de structures d'accueil. A ces considérations s'ajoute le nouveau statut de ville acquis par Lalibela, qui a pour corollaire la mise en place d'une planification urbaine et d'une politique globale de gestion de l'espace urbain, avec les inévitables destructions qu'elle crée.

B- Hiérarchies sociales, pouvoirs et sélectivité : une image de l'Ethiopie contemporaine.

Les transformations en cours à Lalibela illustrent certaines des tendances de fonds du pays depuis son ouverture. Les tentatives pour moderniser la ville s'inscrivent ainsi dans le rôle moteur donné aux villes comme facteur de croissance du pays, rôle auparavant joué par les campagnes, durant la période coloniale et l'époque communiste. Mais, dans le cas de Lalibela, des ambiguïtés se font jour, car la modernisation s'y opère par la mise en valeur d'un patrimoine traditionnel.

Dans cette perspective, les pauvres des villes sont rejetés en périphérie. Un changement d'image s'opère quant à la représentation que les Ethiopiens se font de la pauvreté. Auparavant, le pauvre était surtout un rural, et jouissait d'une image de personnage romantique, laquelle était souvent utilisée à des fins multiples mais intéressées. Désormais, le pauvre est un urbain et n'est pas le bienvenu. Personne ne s'intéresse à son sort. L'Etat fait preuve d'une grande violence face à ces populations, qui représentent pourtant la majeure partie des urbains. Dans le cas de Lalibela, les différents projets de développement touristique (comme la construction d'hôtels...), et non plus seulement de patrimonialisation, s'accompagnent de départs forcés des populations pauvres.

III) **Vers une petite ville, fragmentée ?**

A- Lalibela, une petite ville.

Un changement s'observe dans la perception que les habitants de Lalibela se font d'eux-mêmes. La population s'y définissait comme rurale, et comme non urbaine de manière très claire, avec tout un ensemble de représentations des modes de vie urbain et rural. Désormais, elle se voit comme urbaine, et rejette toute appartenance au monde rural. Plus que dans les statistiques officielles, ce sont ces représentations qui modifient l'image de la ville au sein du pays, et peut expliquer les réactions de rejet de la pauvreté déjà décrites.

B- Une petite ville fragmentée ?

Le tourisme crée de l'activité économique dans la ville, dont bénéficie une partie de la population. Pour autant, beaucoup d'actifs dans ce secteur ne sont pas au premier plan (serveurs, chauffeurs...) et sont victimes du rejet à l'égard des pauvres. Ainsi, même au sein des activités touristiques, des clivages se font jour et s'accroissent à l'heure actuelle. La tendance générale pour Lalibela est à cette croissance des tensions et inégalités sociales, avec des conséquences politiques qui peuvent être un risque pour un pays tel que l'Ethiopie.

Questions :

Pourquoi les habitants ont-ils récemment été chassés ? Pourquoi à ce moment-là ?

L'UNESCO a repéré une hausse des menaces pesant sur le site actuellement. La proximité des habitants est considérée comme dangereuse pour la protection des églises : ils nuiraient à leur pérennité par le creusement de canaux d'irrigation.

Comment concilier patrimonialisation endogène (pèlerinage) et exogène (tourisme) ?

Une évolution est à observer dans cette relation. Dans un premier temps, la fréquentation des églises par les pèlerins et, au quotidien, par les habitants, était considérée comme une menace. Mais, de plus en plus, elle est vue comme un élément de culture locale, et donc comme un facteur positif d'attraction touristique. De la part des fidèles, aucun rejet des touristes n'est observé. L'UNESCO a toutefois demandé la séparation du temps de prière, en interdisant l'accès aux églises pour des visites à certains moments d'offices religieux, afin de respecter les fidèles. Quant aux fidèles, ils trouvent que les travaux ont un effet positif, car ils permettent la protection des églises. Concernant les pèlerins, leur fréquentation des églises ne se concentre qu'à un seul moment dans l'année, limitant ainsi les conflits d'usage.

Les touristes, eux, sont au nombre de 20 000-30 000 par an. On note une volonté, de la part des autorités comme des guides, de leur cacher les démolitions, ou, le cas échéant, de les rassurer quant au sort des habitants expulsés. Les touristes ne restent pas assez longtemps pour entrevoir la complexité des tensions. Leur séjour se limite généralement à deux ou trois jours, durant lesquels ils sont fortement incités, par des activités et services divers, à rester à l'hôtel. Ils ne sortent bien souvent que pour visiter les églises, et le guide qui les accompagne est alors leur seul interlocuteur. L'interdiction faite aux enfants de suivre les touristes limite encore d'avantage les contacts des touristes avec la population locale.